VD.

CONSEIL D'ETAT · RAAD VAN STATE
LEGISLATION · WETGEVING
L
12-06-1987
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 18.034/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 24 avril 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1978 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des Postes", a donné le 1er juin 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 april 1987 door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1978 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Regie der Posterijen", heeft op 1 juni 1987 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet tend à modifier l'arrêté royal du 14 décembre 1978 aux fins d'instaurer un ordre de préférence parmi les candidats à la promotion au grade de percepteur des postes A dans les services de la comptabilité industrielle.

Le classement hiérarchique et la carrière des agents de la Régie des postes fait actuellement l'objet de nombreux arrêtés différents qui ont été modifiés à plusieurs reprises.

On citera, à titre d'exemples, l'arrêté royal du 17 mai 1965 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de l'administration des postes, l'arrêté royal du 19 août 1967 (même intitulé), l'arrêté royal du 30 juillet 1971 relatif à la carrière de certains agents de l'administration des postes, l'arrêté royal du 13 novembre 1973 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des postes, l'arrêté royal du 28 décembre 1973 (même intitulé), l'arrêté royal du 16 juillet 1976 (même intitulé), l'arrêté royal du 6 mars 1978 (même intitulé), l'arrêté royal du 14 décembre 1978 (même intitulé), l'arrêté royal du 30 mars 1981 (même intitulé) et l'arrêté royal du 17 novembre 1983 (même intitulé), sans compter les arrêtés ministériels qui règlent la même matière.

Il y aurait intérêt à ce que l'ensemble des dispositions qui sont contenues dans ces différents arrêtés royaux et qui sont encore en vigueur, ainsi que les modifications qui y ont été apportées et celles que le projet a pour objet d'apporter à l'arrêté royal du 14 décembre 1978, soient reprises de façon systématique dans un arrêté nouveau qui remplacerait les arrêtés mentionnés ci-dessus.

.../...

2. Par arrêt n° 25.161 du 26 mars 1985, en cause BABYLON, la section d'administration du Conseil d'Etat a annulé l'article 7, § 2, et l'annexe 1 de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 concernant entre autres les conditions auxquelles les agents de la régie peuvent être nommés au grade de percepteur des postes A (1).

L'arrêt n° 26.788, prononcé le 26 juin 1986 par la section d'administration du Conseil d'Etat (en cause SEGERS), a annulé un arrêté ministériel du 28 novembre 1979 qui, se fondant sur l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 14 décembre 1978, avait nommé percepteurs des postes A des percepteurs des postes B-gestionnaires (1).

Ce contentieux est loin d'être épuisé dans la mesure où une série de recours en annulation ont été introduits contre des décisions prises en la matière par la Régie des postes.

Les observations qui suivent sont faites sous réserve de l'exécution qui devra être procurée à ces arrêts, et du sort qui sera réservé à ces recours par la section d'administration du Conseil d'Etat.

+

+ +

.../...

---

(1) L'exécution des arrêts n° 25.161 et n° 26.788 a toutefois été suspendue par ordonnance du 11 mars 1987 jusqu'à ce qu'il soit statué sur les requêtes en tierce opposition dont le Conseil d'Etat a été saisi.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

A l'alinéa 6, il faut écrire :

"Vu le protocole du comité de secteur VII, daté du 30 juillet 1986;".

Dispositif.

Article 1er.

Il y a lieu d'écrire, dans le texte français, "Article 1er".

+

L'article 6ter en projet pourrait être présenté avec plus de clarté de la manière suivante :

"Article 6ter. Par dérogation à l'article 33, § 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, les promotions au grade de percepteur des postes A dans les services de la comptabilité industrielle sont accordées au candidat qui a le meilleur signalement et, entre candidats qui ont le même signalement, dans l'ordre de préférence suivant :

1° aux agents qui exercent leurs fonctions depuis vingt-quatre mois au moins dans les services de la comptabilité industrielle et qui sont porteurs d'un des diplômes ou certificats suivants :

.../...

a) diplôme de licencié en sciences économiques ...;

b) diplôme de candidat en sciences économiques ...;

c) diplôme de l'enseignement supérieur économique ...;

d) diplôme de l'enseignement supérieur économique de type court ...;

e) diplôme agréé ...;

f) certificat homologué ...;

g) diplôme d'un cours technique ...;

2° aux agents de la Régie des postes qui sont porteurs d'un des diplômes ou certificats énumérés au 1°;

3° aux agents qui ne sont pas porteurs d'un des diplômes ou certificats énumérés au 1° mais qui ont exercé leurs fonctions depuis vingt-quatre mois au moins dans les services de la comptabilité industrielle (1);

4° aux autres candidats".

+

.../...

---

(1) A l'article 6ter, b, 3°, en projet, il y a une discordance entre le texte français qui vise les "agents sans qualification spéciale", et le texte néerlandais qui vise "(de) ambtenaren zonder gespecialiseerde functie".

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué qu'il y a lieu d'entendre par ces expressions les agents qui ne sont pas titulaires de l'un des diplômes ou certificats énumérés au 1°.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que l'article 6quater en projet tend à éviter que l'ordre de préférence instauré par l'article 6ter n'aboutisse à léser, pour des promotions ultérieures, des agents (chefs de section ou percepteurs des postes B) qui, par application de cette disposition, auraient été dépassés pour l'octroi du grade de percepteur des postes A au service de la comptabilité industrielle, par des agents classés après eux.

Selon le fonctionnaire délégué, l'article 6quater ne viserait toutefois que les mutations - à l'exclusion des promotions - sollicitées par un agent qui a bénéficié de l'application de l'article 6ter et qui souhaiterait ensuite être transféré dans un autre service de la régie.

Pour l'accès à un tel emploi, cet agent sera classé avec les autres candidats titulaires d'un grade de chef de section ou de percepteur des postes B, en faisant abstraction de sa promotion au grade de percepteur des postes A dans les services de la comptabilité industrielle.

Le texte suivant est dès lors proposé pour l'article 6quater en projet :

"Article 6quater. L'agent qui, par application de l'article 6ter, 1° à 3°, obtient une promotion par avancement de grade dans le cadre des emplois réservés de la comptabilité industrielle, ne peut se prévaloir de cette promotion pour solliciter un emploi du rang 25 dans un autre service de la Régie des postes.

.../...

Son classement en vue de l'attribution d'un tel emploi est établi sur la base de son grade antérieur, en tenant compte toutefois de l'avancement statutaire dont il aurait pu bénéficier s'il n'avait eu une promotion dans les conditions fixées à l'article 6ter, 1° à 3°".

Article 2.

Mieux vaudrait indiquer dans l'exécutoire :

"Le Ministre qui a les postes dans ses attributions et le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones ..

+

OBSERVATION FINALE.

Le projet soumet à un régime spécifique la promotion par avancement de grade aux emplois de percepteur des postes A dans les services de la comptabilité industrielle, emplois qu'il qualifie de "réservés" (1). Pour ces emplois réservés, les candidats pourront, pour obtenir la promotion, invoquer l'ordre de préférence qu'établit l'arrêté royal en projet.

Selon le fonctionnaire délégué, les règles en projet sont les seules qui sont consacrées à l'organisation des services de la comptabilité industrielle.

.../...

---

(1) Voir l'article 6quater, alinéa 1er, en projet.

On peut dès lors se demander si le projet ne devrait pas être complété soit par une disposition fixant le nombre de ces emplois réservés (par exemple, modification du cadre) soit, à tout le moins, par une disposition prévoyant comment seront déterminés les emplois qui seront attribués selon les règles fixées à l'article 6ter en projet.

Le fonctionnaire délégué a déclaré à ce sujet que de telles dispositions s'avéreraient, dans la pratique, sans utilité et seraient de surcroît en opposition avec ce qui a été fait jusqu'à présent à la régie.

On n'aperçoit toutefois pas, à défaut de ces dispositions, sur la base de quels critères il sera fait choix, pour l'attribution d'un emploi de percepteur des postes A du cadre, de la procédure normale ou de la procédure visée à l'article 6ter en projet, si ce n'est l'appréciation du moment quant aux besoins en personnel des services de la comptabilité industrielle.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1978 ten einde een voorrangregeling in te voeren onder de kandidaten voor bevordering tot de graad van postontvanger A in de diensten van de nijverheidsboekhouding.

De hiërarchische indeling en de loopbaan van de personeelsleden van de Regie der Posterijen worden thans geregeld in diverse besluiten die herhaaldelijk gewijzigd zijn.

Bij wijze van voorbeeld kunnen worden vermeld : het koninklijk besluit van 17 mei 1965 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van het Bestuur der Posterijen, het koninklijk besluit van 19 augustus 1967 (zelfde opschrift), het koninklijk besluit van 30 juli 1971 betreffende de loopbaan van sommige personeelsleden van het Bestuur der Posterijen, het koninklijk besluit van 13 november 1973 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Regie der Posterijen, het koninklijk besluit van 28 december 1973 (zelfde opschrift), het koninklijk besluit van 16 juli 1976 (zelfde opschrift), het koninklijk besluit van 6 maart 1978 (zelfde opschrift), het koninklijk besluit van 14 december 1978 (zelfde opschrift), het koninklijk besluit van 30 maart 1981 (zelfde opschrift) en het koninklijk besluit van 17 november 1983 (zelfde opschrift), zonder daarbij de ministeriële besluiten te tellen die dezelfde aangelegenheid regelen.

.../...

Het zou wenselijk zijn alle bepalingen die vervat zijn in die verschillende koninklijke besluiten en die nog gelding hebben, alsmede de wijzigingen die daarin aangebracht zijn en die welke het ontwerp in het koninklijk besluit van 14 december 1978 beoogt aan te brengen, stelselmatig op te nemen in een nieuw besluit dat de hierboven vermelde besluiten zou vervangen.

2. Bij arrest nr. 25.161 van 26 maart 1985, inzake BABYLON, heeft de Raad van State, afdeling administratie, artikel 7, § 2, en bijlage 1 van het koninklijk besluit van 14 december 1978 vernietigd, die onder meer betrekking hebben op de voorwaarden waaronder de personeelsleden van de Regie kunnen worden benoemd tot de graad van postontvanger A (1).

Het arrest nr. 26.788, door de Raad van State, afdeling administratie, uitgesproken op 26 juni 1986 (inzake SEGERS), heeft een ministerieel besluit van 28 november 1979 vernietigd dat, steunend op artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 14 december 1978 postontvangers B-beheerders benoemd had tot postontvangers A (1).

Dat die geschillen op verre na niet afgedaan zijn, blijkt hieruit dat een reeks beroepen tot nietigverklaring ingesteld zijn tegen beslissingen die de Regie der Posterijen ter zake heeft genomen.

.../...

---

(1) De uitvoering van de arresten nrs. 25.161 en 26.788 is evenwel bij beschikking van 11 maart 1987 geschorst tot uitspraak wordt gedaan over het bij de Raad van State gedane derdenverzet.

De hierna volgende opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van de uitvoering welke aan die arresten gegeven zal moeten worden, en van de uitspraken die de Raad van State, afdeling administratie, over die beroepen zal doen.

+

+ +

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

In het zesde lid moet worden geschreven :

"Gelet op het protocol van het sectorcomité VII, van 30 juli 1986 ;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de Franse tekst schrijve men : "Article 1er".

+

.../...

Het ontworpen artikel 6ter kan duidelijker als volgt worden ingericht :

"Artikel 6ter. In afwijking van artikel 33, § 2, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, worden de bevorderingen tot de graad van postontvanger A in de diensten van de nijverheidsboekhouding verleend aan de kandidaat met de beste beoordeling en, onder de kandidaten met dezelfde beoordeling, in deze volgorde :

1° aan de personeelsleden die sedert ten minste vierentwintig maanden tewerkgesteld zijn bij de diensten van de nijverheidsboekhouding en houder zijn van een van de volgende diploma's of getuigschriften :

a) diploma van licentiaat in de economische wetenschappen ...;

b) diploma van kandidaat in de economische wetenschappen ...;

c) diploma van het economisch of pedagogisch hoger onderwijs ...;

d) diploma van het economisch hoger onderwijs van het korte type ...;

e) erkend diploma ...;

f) gehomologeerd getuigschrift ...;

g) diploma van een hoger secundaire technische leergang ...;

.../...

2° aan de personeelsleden van de Regie der Posterijen die houder zijn van één van de diploma's of getuigschriften, opgesomd in 1°;

3° aan de personeelsleden die geen houder zijn van een van de diploma's of getuigschriften, opgesomd in 1°, maar sedert ten minste vierentwintig maanden tewerkgesteld zijn bij de diensten van de nijverheidsboekhouding (1);

4° aan de andere kandidaten".

+

.../...

---

(1) In het ontworpen artikel 6ter, b, 3°, is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse tekst die het heeft over "agents sans qualification spéciale" en de Nederlandse tekst die spreekt van "ambtenaren zonder gespecialiseerde functie".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, staan die uitdrukkingen voor de personeelsleden die geen houder zijn van een van de diploma's of getuigschriften, opgesomd in 1°.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat het ontworpen artikel 6quater strekt om te vermijden dat de door artikel 6ter ingestelde orde van voorrang zou leiden tot benadeling, voor latere bevorderingen, van de personeelsleden (sectiechefs of postontvangers B) die, wat het verlenen van de graad van postontvanger A in de dienst van de nijverheidsboekhouding betreft, met toepassing van die bepaling voorbijgegaan zouden zijn door personeelsleden die na hen zijn gerangschikt.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zou artikel 6quater echter slechts doelen op de overplaatsingen - met uitsluiting van de bevorderingen - die gevraagd worden door een personeelslid dat in aanmerking is gekomen voor toepassing van artikel 6ter en vervolgens zou verlangen naar een andere dienst van de regie te worden overgeplaatst.

Wat de toelating tot zo'n betrekking aangaat, zal dat personeelslid met de overige gegadigden die een graad van sectiechef of postontvanger B bezitten worden gerangschikt, met terzijdestelling van zijn bevordering tot de graad van postontvanger A in de diensten van de nijverheidsboekhouding.

De volgende tekst wordt bijgevolg voorgesteld voor het ontworpen artikel 6quater :

"Artikel 6quater. Het personeelslid dat met toepassing van artikel 6ter, 1° tot 3°, in het kader van de voorbehouden betrekkingen van de nijverheidsboekhouding een bevordering door verhoging in graad verkrijgt, kan zich op die bevordering niet beroepen om te dingen naar een betrekking van rang 25 in een andere dienst van de Regie der Posterijen.

.../...

Zijn rangschikking met het oog op de toekenning van een dergelijke betrekking wordt vastgesteld op basis van zijn vroegere graad, met dien verstande dat rekening wordt gehouden met de statutaire bevordering welke hij had kunnen krijgen indien hij geen bevordering had gekregen onder de voorwaarden bepaald in artikel 6ter, 1° tot 3°".

Artikel 2.

Het zou beter zijn in de uitvoeringsbepaling te schrijven :

"De Minister tot wiens bevoegdheid de posterijen behoren en de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie zijn, ieder wat hem betreft, belast met ...".

+

SLOTOPMERKING.

Het ontwerp voorziet in een specifieke regeling ten aanzien van de bevordering door verhoging in graad tot de betrekkingen van postontvanger A in de diensten van de nijverheidsboekhouding, welke betrekkingen het "voorbehouden betrekkingen" noemt (1). Wat die voorbehouden betrekkingen betreft, zullen de gegadigden om de bevordering te verkrijgen, zich kunnen beroepen op de orde van voorrang die door het ontworpen koninklijk besluit wordt ingesteld.

.../...

---

(1) Zie het ontworpen artikel 6quater, eerste lid.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de ontworpen voorschriften de enige die handelen over de organisatie van de diensten van de nijverheidsboekhouding.

Men kan zich derhalve afvragen of het ontwerp niet zou moeten worden aangevuld met een bepaling die het aantal van die voorbehouden betrekkingen vaststelt (bv. wijziging van de personeelsformatie) of op zijn minst met een bepaling die zegt hoe de betrekkingen zullen worden aangegeven die volgens de in het ontworpen artikel 6ter vastgestelde regels toegekend zullen worden.

De gemachtigde ambtenaar heeft dienaangaande verklaard dat dergelijke bepalingen in de praktijk nutteloos zouden blijken te zijn en bovendien in tegenspraak zouden zijn met hetgeen tot dusverre bij de regie is gedaan.

Bij gebreke van die bepalingen is het evenwel niet duidelijk op grond van welke maatstaven voor het toekennen van een betrekking van postontvanger A uit de personeelsformatie, zal worden gekozen tussen de gewone procedure of de in het ontworpen artikel 6ter bedoelde procedure, tenzij op grond van de op dat ogenblik geldende beoordeling van de behoeften aan personeel bij de diensten van de nijverheidsboekhouding.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.